



INSTRUCTION

N° 05-051-A7 du 13 décembre 2005

NOR : BUD R 05 00051 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

REMBOURSEMENT DE TIMBRES FISCAUX ET DE TIMBRES AMENDES

ANALYSE

Modalités de restitution de timbres mobiles par les comptables du Trésor

Date d'application : 13/12/2005

MOTS-CLÉS

RECETTES ; VALEURS INACTIVES ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; TIMBRE FISCAL ;
TIMBRE AMENDE ; RESTITUTION

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 01-120-A-L8 du 11 décembre 2001
relative à la vente de timbres fiscaux par les comptables du Trésor

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG												

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4B

SOMMAIRE

1. DÉPÔT DES DEMANDES DE RESTITUTION.....	3
2. REMBOURSEMENTS EFFECTUÉS AVANT LE 31 DÉCEMBRE 2005	4
2.1. Pour les dossiers déposés auprès des trésoreries	4
2.2. Pour les dossiers déposés auprès des services des impôts	4
3. REMBOURSEMENTS EFFECTUÉS COMPTEUR DU 1ER JANVIER 2006.....	4
3.1. Pour les dossiers déposés auprès des trésoreries	4
3.2. Pour les dossiers déposés auprès des services des impôts	4
3.3. Comptabilisation de la restitution (commune aux deux circuits).....	5
3.3.1. Constatation du droit à remboursement :	5
3.3.2. Imputation budgétaire du remboursement :	5

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Instruction 7 M-4-05 publiée au Bulletin officiel des impôts n°133 du 2 août 2005	6
ANNEXE N° 2 : Arrêté de création des timbres fiscaux libellés en euro de la série unique.....	8
ANNEXE N° 3 : Arrêté du 2 août 2001 de création des timbres mobiles libellés en euro de la série spéciale des amendes	10

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de restitution des timbres mobiles.

La direction générale des impôts considérait jusqu'à présent que le caractère d'impôt de consommation du droit de timbre s'opposait par principe au remboursement des timbres fiscaux et timbres-amendes, même achetés par erreur par les usagers (point 7 de l'instruction n° 01-120 du 11 décembre 2001). Le remboursement n'était alors possible qu'à titre exceptionnel sous, la responsabilité du comptable, en cas de suppression des droits pour lesquels les timbres avaient été acquis, ou de suppression des quotités détenues.

Dans le cadre de l'amélioration des relations de l'administration fiscale avec les usagers, la direction générale des impôts a décidé de faire évoluer sa procédure initiale.

L'instruction 7M-4-05 (annexe 1), publiée au bulletin officiel des impôts n°133 du 2 août 2005, prévoit en effet que les demandes de restitution de timbres mobiles non oblitérés de la série unique (annexe 2) et de la série spéciales des timbres amendes (annexe 3) peuvent désormais être favorablement accueillies.

1. DÉPÔT DES DEMANDES DE RESTITUTION

Les personnes pourront, désormais, déposer leur demande de remboursement auprès des services des impôts ou des trésoreries. Les dossiers devront être constitués de l'ensemble des pièces visées ci-après :

- d'une demande écrite, indiquant les montants des timbres concernés ;
- des timbres originaux sur lesquels sera portée la mention « ANNULÉ » ;
- d'un relevé d'identité bancaire ou postal au nom du demandeur.

Les trésoreries en charge de la réception de ces dossiers devront vérifier, d'une part que les timbres n'ont pas été oblitérés, et d'autre part que les timbres amendes comportent bien les deux parties qui les composent.

Le remboursement concerne uniquement les timbres ayant conservé leur valeur libératoire. Les timbres supprimés font l'objet de dispositifs de restitution spécifiques.

Aucun remboursement en numéraire ne sera effectué au guichet.

En outre, il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article 1965 L du code général des impôts, les dégrèvements et restitutions de toutes impositions ou créances fiscales inférieures à 8 euros ne sont pas effectués. Ce seuil, limitant le nombre de restitution à opérer, est apprécié pour l'ensemble des timbres qui font l'objet d'une même demande de restitution.

En cas de doute sur l'authenticité des valeurs, les comptables du Trésor transmettront les demandes de restitution aux directeurs des services fiscaux qui les instruiront.

Dans l'attente d'une instruction ultérieure de la direction générale des impôts, les demandes de restitution portant sur des timbres de la série de l'Office des migrations internationales (OMI), peuvent être adressées à l'agent comptable de l'Agence Nationale pour l'Accueil des Étrangers et des Migrations, 44 rue Bague 75732 Paris Cedex 15.

2. REMBOURSEMENTS EFFECTUÉS AVANT LE 31 DÉCEMBRE 2005

2.1. POUR LES DOSSIERS DÉPOSÉS AUPRÈS DES TRÉSORERIES

Les dossiers seront adressés par les trésoreries à la trésorerie générale de leur département, qui les traitera dans les conditions habituelles : établissement des ordres de restitution et saisie des données dans NDL.

Le remboursement sera comptabilisé de la manière suivante :

- Débit du compte 900.00 « Budget Général. Dépenses. Dépenses payables sans ordonnancement. Dépenses ordinaires des services civils » - chapitre 15-02 « Remboursements sur produits indirects et divers » - article 60 « Remboursements divers » - paragraphe 10 « Remboursements divers ».
- Crédit du compte de règlement.

2.2. POUR LES DOSSIERS DÉPOSÉS AUPRÈS DES SERVICES DES IMPÔTS

Les dossiers seront adressés par les recettes locales à la direction des services fiscaux qui les traitera dans les conditions habituelles : établissement des ordres de restitution et saisie des données dans NDL (à l'exception des directions relevant de l'ACIP, qui transmettent à cette dernière des états manuels).

Il ne sera pas nécessaire de fournir un certificat de non-reliquat.

Les trésoriers-payeurs généraux procéderont ensuite au remboursement des sommes concernées, après réception des ordres de restitution, accompagnés d'un certificat de dépense sans ordonnancement, et après validation des données saisies dans NDL.

Le remboursement sera comptabilisé de la manière suivante :

- Débit du compte 900.00 « Budget Général. Dépenses. Dépenses payables sans ordonnancement. Dépenses ordinaires des services civils » - chapitre 15-02 « Remboursements sur produits indirects et divers » - article 10 « Direction générale des Impôts » - paragraphe 20 « Remboursements en matière d'enregistrement, de domaine, de timbre et de contributions indirectes ».
- Crédit du compte de règlement.

3. REMBOURSEMENTS EFFECTUÉS COMPTER DU 1ER JANVIER 2006

3.1. POUR LES DOSSIERS DÉPOSÉS AUPRÈS DES TRÉSORERIES

Les dossiers seront adressés par les trésoreries à la trésorerie générale de leur département, qui les traitera dans les conditions habituelles : établissement des ordres de restitution et saisie des données dans NDL.

3.2. POUR LES DOSSIERS DÉPOSÉS AUPRÈS DES SERVICES DES IMPÔTS

Les dossiers seront adressés par les recettes locales à la direction des services fiscaux qui les traitera dans les conditions habituelles : établissement des ordres de restitution et saisie des données dans NDL (à l'exception des directions relevant de l'ACIP qui transmettent à cette dernière des états manuels).

Il ne sera pas nécessaire de fournir un certificat de non-reliquat.

3.3. COMPTABILISATION DE LA RESTITUTION (COMMUNE AUX DEUX CIRCUITS)

A compter du 1er janvier 2006 les remboursements seront comptabilisés dans le cadre de la nouvelle nomenclature comptable liée à la mise en œuvre de la LOLF, de la manière suivante :

3.3.1. Constatation du droit à remboursement :

- Débit du compte 628.711 « Remboursements et rectifications de produits encaissés l'année courante (RAF) et les années antérieures – Produits fiscaux - Transferts aux ménages » (lorsque le remboursement est effectué au profit d'un ménage)
- Débit au compte 628.712 « Remboursements et rectifications de produits encaissés l'année courante (RAF) et les années antérieures – Produits fiscaux - Transferts aux entreprises » (lorsque le remboursement est effectué au profit d'une entreprise)

associé de la spécification comptable correspondant au code du programme « Remboursement et dégrèvement d'impôts d'État » - code de l'action « Autres produits directs, indirects et divers » - sous action « Produits et remboursements divers » ;

- Crédit au compte 467.842 –spécification comptable correspondant au code du programme « Remboursement et dégrèvement d'impôts d'ÉTAT » - code de l'action « Autres produits directs, indirects et divers » - sous action « Produits et remboursements divers » - code alpha numérique relatif aux comptes 628.711 ou 628.712 – spécification non comptable 907.

3.3.2. Imputation budgétaire du remboursement :

- Débit compte 467.842 –spécification comptable correspondant au code du programme « Remboursement et dégrèvement d'impôts d'ÉTAT » - code de l'action « Autres produits directs, indirects et divers » - sous action « Produits et remboursements divers » - code alpha numérique relatif aux comptes 628.711 ou 628.712 – spécification non comptable 907 ;
- Crédit compte de règlement.

Je vous prie de bien vouloir informer les trésoreries de votre département de la présente mesure.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

ETIENNE EFFA

ANNEXE N° 1 : Instruction 7 M-4-05 publiée au Bulletin officiel des impôts n° 133 du
2 août 2005

BULLETIN OFFICIEL DES IMPÔTS

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

7 M-4-05

N° 133 DU 2 AOÛT 2005

TIMBRE ET TAXES ASSIMILÉES
DROITS DE TIMBRE
CONTRÔLE ET CONTENTIEUX
RESTITUTION

NOR : BUD L 05 00155 J

Bureau J2

PRESENTATION

La doctrine administrative actuelle conduit à rejeter les demandes en restitution de timbres mobiles.

La présente instruction rapporte la réponse ministérielle à M. Jean-Jacques Guillet du 30 septembre 1996 (Assemblée Nationale, page 5161) et précise les modalités d'instruction des demandes de restitution de timbres mobiles.

Le Chef de Service,
Jean-Pierre LIEB

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

A. DISPOSITIONS ACTUELLES

- 1- L'impôt du timbre constitue à la fois un impôt indirect et de consommation.

Ce dernier caractère devrait en principe s'opposer à la restitution des droits de timbre acquittés volontairement, même si le paiement résulte d'une erreur des parties.

- 2- Mais, il a été jugé (Cass. civ., 18 décembre 1934) qu'aucune disposition n'écarterait, pour les droits de timbre, l'application du principe général de répétition de l'indu (article 1235 du code civil) et que, par suite, ces droits peuvent être remboursés dès lors que leur mode de perception ne rend pas cette restitution impossible.

De ce fait, l'impossibilité de la restitution concerne uniquement les droits qui sont acquittés par l'utilisation de timbre mobiles.

- 3- Par ailleurs, conformément à la réponse ministérielle à M. Jean-Jacques Guillet – Assemblée Nationale, le 30 septembre 1996, page 5161 -, le principe posé par l'article 1961 du code général des impôts selon lequel les droits d'enregistrement, et par conséquent de timbre, régulièrement perçus ne sont pas restituables s'oppose à la restitution des timbres mobiles volontairement acquis.

B. NOUVELLES DISPOSITIONS

- 4- La réponse ministérielle à M. Jean-Jacques Guillet est rapportée.

- 5- En conséquence, une demande de restitution de timbres mobiles de la série unique et de la série spéciale des timbres-amendes peut être favorablement accueillie lorsque ces valeurs, objet de la demande de restitution, ne sont pas oblitérées.

Elle ne peut concerner que les timbres de ces séries qui sont en vigueur, à savoir :

- les timbres mobiles de la série unique, créés par l'arrêté du 6 août 2001 ;
- les timbres-amendes, créés par l'arrêté du 2 août 2001.

- 6- Les personnes ayant acquis par anticipation des timbres appartenant aux deux séries précitées peuvent déposer leur demande de remboursement auprès de tout service des impôts ou trésorerie.

Le dossier de restitution est constitué :

- d'une demande écrite, portant les montants des timbres concernés ;
- des timbres originaux sur lesquels sera portée la mention « ANNULE » ;
- un relevé d'identité bancaire ou postal.

Les services des impôts n'ont pas à donner suite à des demandes de remboursement en numéraire au guichet. Aucun remboursement n'est assuré par les distributeurs auxiliaires.

- 7- Dans le cas particulier des timbres de la série de l'office des migrations internationales (OMI), le produit de leur vente est affecté à cet office et non au budget de l'ÉTAT.

Dans l'attente d'une instruction ultérieure, les demandes de restitution peuvent être adressées à l'agent comptable de l'office des migrations internationales, 44 rue Bague, 75732 PARIS CEDEX 15.

- 8- Enfin, il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article 1965 L du code général des impôts, les dégrèvements et restitutions de toutes impositions ou créances fiscales inférieures à 8 € ne sont pas effectués. Ce seuil, limitant le nombre de restitution à opérer, est apprécié pour l'ensemble des timbres qui font l'objet d'une même demande de restitution.

C. ENTREE EN VIGUEUR

- 9- Ces dispositions s'appliquent aux demandes en restitution déposées à compter de la date de la présente instruction et aux règlements des litiges en cours.

DB liées : 7M 111, § 1 et 2 et 7 M 1152, § 2.

ANNEXE N° 2 : Arrêté du 6 août 2001 portant création des timbres fiscaux libellés en euro de la série unique

La secrétaire d'ÉTAT au budget,

Vu le règlement (CE) no 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement (CE) no 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement (CE) no 2866/98 du Conseil du 31 décembre 1998 concernant les taux de conversion entre l'euro et les monnaies des ÉTATS membres adoptant l'euro ;

Vu le code général des impôts et ses annexes,

Arrête :

Art. 1er. - Il est créé une série unique de timbres fiscaux dont les valeurs sont de 0,50, 1, 2, 5, 8, 10, 20, 30 et 90 Euro. Ces timbres sont conformes aux modèles annexés au présent arrêté.

Art. 2. - Des timbres GRATIS sont délivrés dans les cas prévus par la législation.

Art. 3. - Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur le 1er janvier 2002.

Art. 4. - Le directeur général des impôts est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 6 août 2001.

Florence Parly

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

TIMBRES FISCAUX FRANCE



CP: 6900076
FOND : P.115 C
MEDAILLON : P.115 C
VALEUR : NOIR



CP: 6902883
FOND : P.4665 CVU
MEDAILLON : P.4665 CVU
VALEUR : NOIR



CP: 6902885
FOND : P.4665 CVU
MEDAILLON : P.4665 CVU
VALEUR : NOIR



CP: 6902888
FOND : P.522 CVU
MEDAILLON : P.522 CVU
VALEUR : NOIR



CP: 6902888
FOND : P.522 CVU
MEDAILLON : P.522 CVU
VALEUR : NOIR



CP: 6902888
FOND : P.522 CVU
MEDAILLON : P.522 CVU
VALEUR : NOIR



CP: 6902892
FOND : P.715 CVU
MEDAILLON : P.715 CVU
VALEUR : NOIR



CP: 6902892
FOND : P.715 CVU
MEDAILLON : P.715 CVU
VALEUR : NOIR



CP: 6902893
FOND : P.715 CVU
MEDAILLON : P.715 CVU
VALEUR : NOIR

ANNEXE N° 3 : Arrêté du 2 août 2001 de création des timbres mobiles libellés en euro de la série spéciale des amendes

La secrétaire d'ÉTAT au budget,

Vu le règlement (CE) no 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement (CE) no 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement (CE) no 2866/98 du Conseil du 31 décembre 1998 concernant les taux de conversion entre l'euro et les monnaies des ÉTATS membres adoptant l'euro ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code rural ;

Vu le décret no 2001-373 du 27 avril 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets en Conseil d'ÉTAT : justice),

Arrête :

Art. 1er. - Il est créé une série spéciale de timbres-amendes destinés à constater le paiement des amendes forfaitaires sanctionnant les infractions à la réglementation de la circulation routière, des parcs nationaux et des réserves naturelles dont les valeurs sont de 4, 11, 22, 35, 45, 68, 90 et 135 Euro. Ces timbres-amendes sont conformes aux modèles annexés au présent arrêté.

Art. 2. - Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur le 1er janvier 2002.

Art. 3. - Le directeur général des impôts et le directeur général de la comptabilité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 2 août 2001.

Florence Parly

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

TIMBRES AMENDES FRANCE

CP:6900933
Fond: **P211C**
Cadre+ Texte:**Noir**



CP:6902915
Fond: **P256C**
Cadre+ Texte: **P161C**



CP:6902916
Fond: **P 3385C**
Cadre+ Texte:**Noir**



CP:6902917
Fond:**P3385C**
Cadre+ Texte:**Noir**



CP: 6900916
Fond: **P1375C**
Cadre+ Texte: **P3415C**



CP:
Fond:**P182C**
Cadre+ Texte:**P 286C**



CP:6902918
Fond:**P109C**
Cadre+ Texte:**P286C**



CP:
Fond:**P2706C**
Cadre+ Texte:**P 228C**



ISSN : 0984 9114